

## Trump et l'électorat populaire blanc



**Corentin SELLIN**

Septembre 2016

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-628-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2016

Couverture : © Chris Parypa Photography/Shutterstock.com.

### **Comment citer cette publication :**

Corentin Sellin, « Trump et l’électorat populaire blanc », *Potomac Papers*, n° 29, Ifri, septembre 2016.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

### **Ifri-Bruxelles**

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : [bruxelles@ifri.org](mailto:bruxelles@ifri.org)

**Site internet : [ifri.org](http://ifri.org)**

## ***Potomac Papers***

Le programme Amérique du Nord de l'Ifri publie une collection de notes en ligne sur les États-Unis nommées *Potomac Papers*. Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique intérieure, étrangère et économique, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *Policy Papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme Amérique du Nord de l'Ifri.

## **Auteur**

Corentin Sellin est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégé d'histoire et professeur en classes préparatoires aux grandes écoles (lycée Gerville Réache, Basse-Terre, Guadeloupe).

Il anime le blog « Il était une fois en Amérique ».

# Résumé

Donald Trump a gagné les primaires républicaines de 2016 grâce à la forte mobilisation d'un électorat bien particulier : les classes moyennes inférieures blanches et non diplômées.

Le processus de désindustrialisation et la perte d'influence des syndicats, intervenus à partir des années 1970 et accentués par la crise de 2007-2008, ont entraîné la disparition de nombreux emplois industriels peu qualifiés et l'accroissement des emplois de service très peu valorisés. Les membres de la *working class* ont pour beaucoup d'entre eux « décroché » de la classe moyenne, ou ont peur de voir leurs enfants subir ce même sort.

La déstructuration de la cellule familiale, la hausse du taux de mortalité, la perte de confiance dans le rêve américain sont autant de signes du malaise qui saisit tout particulièrement la population blanche au sein de cette classe moyenne inférieure. À la suite du mouvement du *Tea Party*, les électeurs de Trump ont adopté une lecture racialisée de leur situation, blâmant à la fois les immigrés qui tirent les salaires vers le bas et les minorités ethniques qu'ils considèrent comme assistées et sans mérite.

Or, trop occupé depuis plusieurs décennies à modeler sa politique fiscale, économique et migratoire à l'avantage de ses riches donateurs, le Parti républicain a ignoré cette partie de son électorat. La campagne de Trump a su s'adresser à elle en reprenant les deux axes traditionnels du populisme : d'une part un thème identitaire, raciste et anti-immigration ; et d'autre part un thème protestataire, prônant dans ses discours de campagne une régulation de l'argent en politique, une mise au pas de Wall Street et du Big Business, et plus d'égalité sociale.

Cependant, les classes moyennes inférieures blanches sont d'un point de vue démographique en perte de vitesse dans le pays. Suffiront-elles à élire Donald Trump ? Il faudrait pour cela que cet électorat retrouve massivement le chemin des urnes, que les Républicains modérés ne se détournent pas en masse d'un candidat qui leur déplaît, et que de son côté, la candidate démocrate ne réussisse pas à mobiliser les jeunes et les minorités.

# Abstract

Donald Trump won the 2016 Republican primaries thanks to the mobilization of a specific part of the electorate: the white, non-college-educated, lower middle-class.

The de-industrialization process and the steadily declining influence of labor unions underway since the 1970s worsened with the 2007-2008 financial crisis. This evolution has led to the destruction of many unskilled industrial jobs and their replacement by low-paid service jobs. Many among the U.S. working class have either experienced firsthand the hardships of downward mobility, or are afraid that their children might take the same path.

The increase in single-parent families, rising mortality rates, and a crumbling belief in the American dream reveal the uneasiness that currently plagues the white, lower middle-class. Flooding the breach created by the Tea Party, Trump voters have embraced a racial narrative on their situation, blaming the immigrants they say participate in lowering wages and the minorities they see as welfare abusers.

In the meantime, the Republican Party has been too busy composing tax, economic, and migration policies that fit the interests of its rich donors to acknowledge the needs of its working class electorate. Trump's campaign has successfully reached out to the white, lower middle-class by adopting two long-established populist discourses: on the one hand, a racist, anti-immigration line with a focus on identity; on the other hand, a stance on the economy that appears to call for less money in politics, stricter regulations on Wall Street and Big Business, and more social equality.

However, the white working class represents an ever-diminishing part of the U.S. population. Will it suffice to get Donald Trump into the White House? This would require a massive turnout of this segment of the electorate and continuing support of moderate Republicans, coupled with a low turnout of youth and minorities for the Democratic candidate.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>DES CLASSES POPULAIRES APPAUVRIS PAR LA MONDIALISATION .....</b>	<b>8</b>
Le déclin de la <i>working class</i> depuis les années 1970.....	8
Des inégalités sociales creusées par la Grande Récession.....	10
Le malaise spécifique de la <i>working class</i> blanche.....	11
<b>UN ÉLECTORAT EN COLÈRE, NÉGLIGÉ PAR LES RÉPUBLICAINS.....</b>	<b>14</b>
Des classes populaires sous-représentées en politique au profit des classes plus aisées.....	14
Un ressentiment racialisé .....	15
Des attentes ignorées par le parti républicain .....	17
<b>UN ÉLECTORAT DÉCISIF POUR LES PRIMAIRES, MAIS PEUT-ÊTRE INSUFFISANT POUR L'ÉLECTION GÉNÉRALE.....</b>	<b>19</b>
Le discours efficace de Trump .....	19
L'électorat blanc non-diplômé .....	20
La <i>working class</i> blanche suffira-t-elle à élire Trump ?.....	22
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>25</b>

# Introduction

De janvier à juin 2016, pendant les primaires du Parti républicain pour désigner son candidat aux élections présidentielles de novembre, Donald Trump a remporté une victoire écrasante. Il a gagné les scrutins de 37 États américains sur 49, et surtout a battu le record de voix obtenues lors des primaires/caucus républicains depuis 1980<sup>1</sup>. Cette adhésion populaire très forte s'est doublée d'une performance géographique inédite pour un candidat républicain aux primaires. Alors que son principal rival, Ted Cruz, s'appuyait sur une stratégie – classique depuis Reagan – de conquête des États du Sud par un message religieux et conservateur, Trump obtenait 20 % de ses meilleurs scores, non seulement dans ces États du Sud profond, mais aussi dans les États du Nord-Est (New York, Pennsylvanie) et des Grands Lacs (Illinois, Michigan)<sup>2</sup>.

La carte des résultats de Trump interroge sur l'émergence d'une nouvelle coalition électorale républicaine qui reposerait en particulier sur un électorat populaire blanc de la *working class* (voir encadré page suivante) très implanté dans cette région désindustrialisée du Nord-Est et des Grands Lacs que l'on appelle la *Rust Belt*. Dès l'été 2015, le politiste américain Justin Gest notait dans un article le paradoxe d'un vote populaire blanc pour le milliardaire Trump<sup>3</sup>. En effet, la victoire de Trump dans les primaires est d'autant plus surprenante qu'il l'a construite contre le Parti républicain et contre la synthèse idéologique construite depuis Reagan. Alors que le conservatisme républicain défendait jusque-là une économie dérégulée de libre-échange et ouverte à l'immigration de main-d'œuvre, Trump a décidé de promouvoir un programme protectionniste et nativiste, promettant aux électeurs de leur rendre leur pays et de restituer sa grandeur à l'Amérique.

Pourquoi une partie de l'électorat des classes populaires se reconnaît-elle dans le diagnostic politique pessimiste de Trump sur des États-Unis

---

1. D'après les chiffres compilés par le site RealClearPolitics.com, Donald Trump aurait obtenu 13,3 millions de suffrages contre 10,8 millions pour George W. Bush en 2000 et 9,8 millions pour Mitt Romney en 2012.

2. B. Sarlin, « United States of Trump. An Inside Look at the Voter who Took over the Republican Party », *NBC News*, 20 juin 2016, disponible sur : [www.nbcnews.com](http://www.nbcnews.com).

3. J. Gest, « Strange Bedfellows: Donald Trump and the White Working Class », *Reuters*, 25 août 2015, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com). Justin Gest a également écrit un livre, *White Working Class Politics*, à paraître fin septembre 2016.

« décadents » ? Pourquoi Trump est-il le premier Républicain à répondre aussi directement aux attentes des électeurs de la *working class* blanche ? Cet électorat suffira-t-il à le faire accéder à la présidence dans un pays où les minorités représentent en 2016 pas moins de 31 % de la population<sup>4</sup> ?

---

4. J. M. Krogstad, « 2016 Electorate Will Be the Most Diverse in the U.S. History », Pew Research Center, 3 février 2016, disponible sur : [www.pewresearch.org](http://www.pewresearch.org).



# Des classes populaires appauvries par la mondialisation

## Le déclin de la *working class* depuis les années 1970

Dans son ouvrage *Global Inequality* paru au printemps 2016, l'économiste Branko Milanovic retrace, grâce aux statistiques internationales de distribution de revenus, le déclin des classes moyennes populaires aux États-Unis, sous l'effet de la mondialisation qui a profité aux classes moyennes des pays émergents. Ces classes moyennes populaires américaines (voir encadré ci-après) auraient vu une progression d'à peine 21 à 23 % du revenu réel des ménages sur 20 ans, entre 1988 et 2008. Les classes moyennes de la Chine urbaine, quant à elles, ont vu leur revenu réel augmenter de 300 % sur la même période.

La cause première de cette stagnation relative des revenus de la *working class* est la désindustrialisation, en marche aux États-Unis depuis la fin des années 1970. L'industrie manufacturière des États-Unis employait 19 % de la population active en 1980. Sa part est autour de 8 % en 2016. Pour l'économiste Robert Gordon<sup>5</sup>, cette désindustrialisation correspond à une mutation majeure de l'économie étatsunienne depuis 1975. Les Trente Glorieuses (1945-1975) furent aux États-Unis celles de la « Grande Compression<sup>6</sup> » des inégalités de revenu, caractérisée par une faible insertion des États-Unis dans le commerce international, une faible immigration et une forte syndicalisation. Durant cette Grande Compression, les revenus moyens et faibles ont eu tendance à rattraper les hauts revenus. Pour les ouvriers des industries étatsuniennes, la Grande

---

5. R. Gordon, *The Rise and Fall of American Growth*, Princeton, Princeton University Press, 2016.

6. Selon le terme forgé par Claudia Goldin et Robert Margo (voir « The Great Compression, the Wages Structure in the Mid-century United States », *NBER Working Paper*, No. 3817, 1991) et popularisé par le Prix Nobel d'économie Paul Krugman.

Compression est une période d'intégration dans la classe moyenne par la consommation de masse et la nette progression des salaires<sup>7</sup>.

## Les définitions utilisées dans cette note

La **working class** est définie le plus souvent par les politistes étatsuniens comme les actifs non diplômés d'université. Elle comprend les ouvriers peu qualifiés du secteur de l'industrie, mais aussi les emplois de services non qualifiés : magasiniers, nettoyage, gardiens d'immeuble (*janitors*), etc. Cette définition est discutée dans : A. Abramovitz et R. Teixeira, « The Decline of the White Working Class and the Rise of a Mass Upper Class », *Brookings Institution Working Paper*, avril 2008.

Les **classes moyennes inférieures** ou **lower middle class** sont définies par Milanovic pour le monde industrialisé comme les 50 % de ménages aux revenus les plus faibles. Voir *Global Inequalities, a New Approach for the Age of Globalization*, Harvard University Press, avril 2016, page 18.

Le concept de **ménages à revenu moyen** est utilisé par le Pew Research Center. Il rassemble les ménages dont le revenu annuel est compris entre 2/3 et le double du revenu médian des ménages américains. Voir « The American Middle Class is Losing Ground », Pew Research Center, 9 décembre 2015, disponible sur : [www.pewsocialtrends.org](http://www.pewsocialtrends.org).

La désindustrialisation, qui s'accélère après 2000, est au contraire une période de recrudescence des inégalités au détriment des bas revenus de la *working class*. Robert Gordon isole comme principaux facteurs de cette désindustrialisation l'insertion des États-Unis dans le commerce international et la désyndicalisation. En 2015, une équipe d'économistes menée par Darren Acemoglu et David Autor concluait que les États-Unis avaient perdu 2,4 millions d'emplois entre 2004 et 2011 sous l'effet de la croissance des importations de Chine<sup>8</sup>. La désindustrialisation s'est également traduite par une désyndicalisation massive, en particulier chez les hommes. Le taux de syndicalisation est passé de 24 % des salariés

7. Les salaires dans l'industrie manufacturière des États-Unis ont doublé en parité de pouvoir d'achat entre 1950 et 1970. Voir A. Cherlin, *Labor's Lost Love: the Rise and Fall of the Working Class in the United States*, New York, Russell Sage Foundation, 2014.

8. D. Acemoglu, D. Autor, *et al.*, « Import Competition and the Great Employment Sag of the 2000s », *Journal of Labor Economics*, No. S1, pages S141-S198.

américains en 1973 à 11,1 % en 2015, et le taux de syndicalisation masculine a été divisé par deux entre 1990 et 2015<sup>9</sup>. Cette désyndicalisation a favorisé à son tour la précarisation des emplois et la stagnation des salaires<sup>10</sup>. Les emplois industriels occupés par les travailleurs non diplômés se sont vus remplacés par des emplois de service moins rémunérateurs et moins stables. La part d'emplois « cols bleus » de camionneurs ou d'ouvriers du bâtiment est passée de 40 à 28 % du total des hommes sans diplôme du secondaire contre une hausse de 10 à 21 % pour les emplois de service non qualifiés<sup>11</sup>. Il en a résulté une diminution des salaires pour la main-d'œuvre la moins qualifiée, celle qui exerçait les métiers industriels les plus routiniers, souvent délocalisés. Entre 1979 et 2012, l'écart entre la rémunération médiane des diplômés bac +4 et celle des diplômés de fin d'études secondaires a doublé aux États-Unis<sup>12</sup>.

Ces inégalités croissantes au détriment de la *working class* se sont aggravées durant la Grande Récession de 2008.

## Des inégalités sociales creusées par la Grande Récession

Dans son livre événement *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Thomas Piketty a démontré que les inégalités de revenu entre les 10 % les plus riches et le reste de la société étatsunienne avaient retrouvé en 2010 leur niveau d'avant 1914<sup>13</sup>. Il remarque également que ces inégalités ont semblé s'accroître avec la Grande Récession de 2008, même si sa base de données ne lui donne pas un recul suffisant. Les travaux ultérieurs d'Emmanuel Saez<sup>14</sup> ont confirmé cette intuition : la Grande Récession et la période initiale de reprise (2009-2012) ont aggravé ces inégalités de revenu au profit des 1 % les plus riches (le fameux « top 1 % »). Entre 2009 et 2012, les 1 % les plus riches ont capté 91 % de l'augmentation du revenu réel moyen des familles. Et en 2012, la part du revenu total détenue par les 10 % les plus riches a atteint son pic historique (50,6 %).

---

9. Pour les statistiques, voir la base de données [www.unionstats.com](http://www.unionstats.com).

10. J. Rosenfeld et B. Western, « Union, Norms and the Rise in US Wage Inequality », *American Sociological Review*, vol. 76, No. 4, août 2011, p. 513-537.

11. M. Kearney *et al.*, « Profiles of Change: Employment, Earnings and Occupations (1990-2013) », Hamilton Project, Brookings Institution, avril 2015.

12. D. Autor, « Skills, Education and the Rise of Earnings Inequality among the other 99% », *Science*, vol. 344, No. 6186, mai 2014, p. 843-851.

13. T. Piketty, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 2013.

14. E. Saez, « Striking it Richer. The Evolution of the Top Incomes in the United States ». Version réactualisée du 30 juin 2016, disponible sur : <http://eml.berkeley.edu>.

Si les travaux de Saez et Piketty s'attachent principalement aux causes de l'envolée des hauts revenus aux États-Unis, Emmanuel Saez et Raj Chetty ont ensuite dirigé une étude sur les conséquences des inégalités croissantes sur la mobilité sociale<sup>15</sup>. D'après eux, les États-Unis ne sont plus *the land of opportunity* (une terre de promesses) mais un territoire fracturé en zones de forte mobilité sociale et zones de « relégation » comme beaucoup de métropoles de la *Rust Belt* telles que Cincinnati, Columbus, Indianapolis ou Detroit. Dans ces régions, la probabilité pour des enfants de parents du dernier quintile de revenu d'accéder au premier quintile n'est que de 4 à 5 %, contre plus de 12 % dans les métropoles californiennes de San José et San Francisco.

La territorialisation des inégalités au détriment des anciennes métropoles industrielles a été confirmée par une étude récente du Pew Research Center sur la disparition des classes moyennes dans 229 aires métropolitaines des États-Unis<sup>16</sup>. Ainsi, à Springfield en Ohio, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est passée de 30 à 17 % entre 2001 et 2014. Cette région métropolitaine de Springfield est celle des États-Unis où, sur la même période, la croissance des populations à faible revenu a été la plus forte par rapport à la croissance des populations à fort revenu.

## Le malaise spécifique de la *working class* blanche

La désindustrialisation, la croissance des inégalités et le blocage de la mobilité sociale sont les principaux facteurs explicatifs de la diminution des classes moyennes constatée aux États-Unis depuis 1970. Une seconde étude du Pew Research Center, fin 2015, précise ce déclin historique des classes moyennes, ici défini *via* l'évolution du revenu des ménages<sup>17</sup>. Selon elle, les ménages à revenu moyen représentaient 60,7 % des ménages étatsuniens en 1971, ils n'en forment plus que 49,8 % en 2015. La part du revenu total des ménages détenue par les ménages à revenu moyen est passée de 62 à 43 %.

Ce rétrécissement numérique des ménages à revenu moyen a concerné en priorité les ménages peu ou pas diplômés de la *working class*, premières victimes de la désindustrialisation et de la dévalorisation des

---

15. E. Saez, R. Chetty, N. Hendren et P. Kline, « Where Is the Land of Opportunity? The Geography of Intergenerational Mobility in the United States », *NBER Working Papers*, No. 19843, 2014.

16. « America Shrinking Middle Class: A Close Look at Changes Within Metropolitan Areas », Pew Research Center, 11 mai 2016, disponible sur : [www.pewsocialtrends.org](http://www.pewsocialtrends.org).

17. *Ibid.*

emplois peu qualifiés qu'elle entraîne. D'après l'enquête de Pew, les adultes diplômés de fin d'études secondaires (ou moins) représentaient 76 % des ménages à revenu moyen en 1971. Cette part a chuté à 40 % en 2015. En 1971, ces adultes peu ou pas diplômés étaient surreprésentés dans les classes moyennes par rapport à leur poids démographique, ils sont désormais sous-représentés. Et dans cette fraction populaire qui « décroche » des classes moyennes, la *working class* blanche tient une place centrale.

La sociologue Valérie Wilson dénombre en effet 62,6 % de Blancs non hispaniques dans les rangs de la *working class* étatsunienne en 2016. Les hommes blancs de cette catégorie ont connu une baisse de 3,1 % de leur salaire horaire réel entre 1980 et 2014<sup>18</sup>. Les effets de cet appauvrissement des Blancs de la *working class* ont été récemment mis en évidence par de nombreux indicateurs socio-économiques. Le sociologue Andrew Cherlin, par exemple, a insisté sur la déstructuration de la cellule familiale chez les Blancs non hispaniques. Entre 1980 et 2010, parmi les enfants vivant avec une mère célibataire blanche, la proportion de ceux dont les mères n'ont pas de diplôme de fin d'études secondaires est passée de 18 à 30 %<sup>19</sup>. Les économistes Ann Case et Angus Deaton ont, quant à eux, rapporté un regain inédit du taux de mortalité des hommes blancs de 46 à 54 ans entre 1999 et 2013<sup>20</sup>. Quand les hommes du même âge d'autres catégories ethniques ont vu leur taux de mortalité continuer à décroître (au rythme de 2,6 % par an), le taux de mortalité des hommes blancs a augmenté de 0,5 %.

Ce déclassement est bien perçu par la fraction populaire blanche des couches moyennes de la société étatsunienne. En juin 2015, dans une enquête d'opinion menée par la firme Penn et Schoen sur le thème du « rêve américain » pour la revue *The Atlantic*, 32 % des sondés blancs ne pensaient pas vivre cet « *American Dream* », ni pouvoir le vivre un jour, contre 19 % des Afro-Américains et 17 % des Hispaniques<sup>21</sup>. Au contraire, les élites au sens large définies comme ayant un revenu annuel de plus de 75 000 \$ et un diplôme universitaire bac +4 sont 72 % à vivre le « rêve américain ». L'appréhension négative de leur situation par les classes

---

18. V. Wilson, « People of Color Will Be a Majority of the American Working Class in 2032 », *Economic Policy Institute Report*, 9 juin 2016, disponible sur : [www.epi.org](http://www.epi.org).

19. A. Cherlin, *Labor's Lost Love: the Rise and Fall of the Working Class in the United States*, *op. cit.*, p. 136.

20. A. Case et A. Deaton, « Rising Morbidity and Mortality in Midlife among White non-Hispanic Americans in the 21<sup>st</sup> Century », *Proceedings of the National Academy of Science*, vol. 112, No. 49, p. 15 078-15 083.

21. S. McCoy, « The American Dream is Suffering but Americans are Satisfied », *The Atlantic*, 1<sup>er</sup> juillet 2015, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com).

populaires blanches nourrit du ressentiment et de la colère, envers d'autres groupes sociaux comme envers les élites politiques.

# Un électorat en colère, négligé par les Républicains

## Des classes populaires sous-représentées en politique au profit des classes plus aisées

À la fin de son livre, Branko Milanovic établit un lien entre la montée des inégalités au détriment des classes moyennes populaires et l'émergence d'un pouvoir politique « ploutocratique » servant les intérêts des plus riches, bénéficiaires de la mondialisation<sup>22</sup>. Cette classe sociale des « super-riches » (le « top 1 % » des revenus les plus élevés) serait aujourd'hui capable de faire fonctionner à son profit des élections toujours plus coûteuses aux États-Unis<sup>23</sup>. Cette thèse était défendue dès les années 2000 par Larry Bartels qui avait démontré l'influence beaucoup plus grande des électeurs aisés sur les sénateurs étatsuniens<sup>24</sup>.

La sous-représentation politique des classes modestes semble s'être aggravée avec l'arrêt *Citizens United* de la Cour Suprême en 2010 qui fit sauter les derniers verrous légaux sur le déversement de l'argent des milliardaires dans le financement des élections<sup>25</sup>. En 2014, Martin Gilens et Benjamin Page concluaient à la transformation de la démocratie étatsunienne en oligarchie : « Aux États-Unis, d'après nos découvertes, la majorité ne gouverne pas.<sup>26</sup> » Selon leurs recherches, les préférences des classes aux revenus moyens ou faibles n'ont plus aucune influence propre sur les politiques publiques, contrairement à celles des groupes d'intérêts et des citoyens les plus riches.

---

22. B. Milanovic, *Global Inequality. A New Approach for the Age of Globalization*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2016, p. 191-209.

23. D'après les chiffres fournis par Milanovic lui-même, le coût des élections fédérales serait passé de 3,8 à 5,9 milliards de dollars entre 2000 et 2012 (à dollar constant valeur 2000).

24. L. Bartels, « Economic Inequality and Political Representation », Princeton University, novembre 2002, disponible sur : [www.russellsage.org](http://www.russellsage.org).

25. L'arrêt *Citizens United vs. Federal Election Commission* (FEC) de janvier 2010 juge inconstitutionnelle, au nom du 1<sup>er</sup> Amendement et de la liberté d'expression, l'interdiction faite aux entreprises, aux syndicats et à tout groupe d'intérêt de procéder à des dépenses électorales tant qu'elles restent indépendantes des campagnes soutenues.

26. M. Gilens et B. Page, « Testing Theories of American Politics: Elites, Interest Groups and Average Citizens », *Perspective on Politics*, vol. 12, No. 3, septembre 2014, p. 564-581.

Cette défaillance de la représentation politique de la *working class* est accentuée par l'affaiblissement des syndicats. Incapables de s'opposer aux effets de la mondialisation libérale, ils ont perdu de nombreux adhérents et ne remplissent plus leur rôle de représentation politique des intérêts de la *working class*. Durant les Trente Glorieuses, les syndicats imposaient leur pouvoir de négociation collective dans toutes les branches industrielles et obtenaient des accords salariaux favorables aux salariés. Désormais, les négociations se font entreprise par entreprise. Les accords s'alignent sur les conditions minimales imposées par les firmes étrangères implantées en priorité dans le sud des États-Unis où elles bénéficient des législations défavorables au syndicalisme votées après la Seconde Guerre mondiale<sup>27</sup>. Jake Rosenfeld rappelle qu'à la fin des Trente Glorieuses, les syndicats étatsuniens représentaient majoritairement des travailleurs non diplômés d'université ayant une activité dans le secteur privé<sup>28</sup>. Les syndicats étaient devenus la principale institution de défense de cette *working class* qu'ils mobilisaient pour aller aux urnes. Aujourd'hui, les membres des syndicats étatsuniens sont en majorité des salariés diplômés du secteur public, comme les enseignants et la fonction publique locale<sup>29</sup>. La *working class* blanche se retrouve sans institution « égalisatrice » pour la défendre face à la mondialisation. Cela explique en partie un ressentiment économique et social grandissant.

## Un ressentiment racialisé

Lorsque les réformes des droits civiques furent adoptées dans les années 1963-1965, les préjugés raciaux avaient déjà été la cause principale du basculement des électeurs démocrates blancs du Sud des États-Unis vers les Républicains, une évolution encouragée par la *Southern Strategy* de Richard Nixon<sup>30</sup>. Ces préjugés les ont ensuite conduits à entretenir une hostilité forte envers l'État-providence, accusé de favoriser les Afro-

---

27. Après le vote de la loi fédérale Taft-Hartley en 1947, tous les États du Sud ont adopté des lois dites « *right to work* » qui autorisent les employés à ne pas être syndiqués pour occuper un emploi et à rejeter leur représentation par un syndicat ainsi que les cotisations afférentes. BMW a installé une usine en Caroline du Sud en 1992, Volkswagen dans le Tennessee, Toyota est présent dans le Mississippi, l'Alabama, le Kentucky et la Virginie occidentale.

28. J. Rosenfeld, *What Unions no Longer Do*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2014.

29. En 1973, 83 % des syndiqués appartenaient au secteur privé et 17 % au secteur public. En 2014, la répartition des syndiqués est à 50/50 entre les deux secteurs. En 1984, 20 % des syndiqués du secteur privé n'avaient pas de diplôme de fin d'études secondaires. En 2008, ils n'étaient plus que 5 %.

30. I. Kuziemko et E. Washington, « Why Did the Democrats Lose the South? Bringing New Data to an Old Debate », *NBER Working Paper*, No. 21 703, novembre 2015.



Américains considérés comme paresseux et non méritants<sup>31</sup>. C'est ainsi qu'aujourd'hui, les États du Sud sont à la fois les plus pauvres de l'Union et la base géographique d'un Parti républicain hostile à la redistribution des revenus par l'impôt et les prestations sociales<sup>32</sup>.

Le mouvement du *Tea Party*, étudié par Skocpol et Williamson dans leur livre de 2012 *The Tea Party and the Remaking of Conservatism*<sup>33</sup>, est une nouvelle expression de ce ressentiment des électeurs blancs. Skocpol et Williamson définissent le *Tea Party* comme un moment de transition du conservatisme républicain vers un national-populisme identitaire, à la fois hostile à l'immigration – mais pas nécessairement aux Afro-Américains – pour sauvegarder l'identité américaine et favorable au maintien des acquis sociaux tels que Medicaid ou la Social Security pour les seuls travailleurs blancs. Dans leur analyse, le *Tea Party* apparaît comme l'aboutissement de décennies de frustration et de ressentiment chez des électeurs blancs pas nécessairement en déshérence mais convaincus du déclin de leur statut économique<sup>34</sup>. Une étude plus récente de Willer, Feinberg et Wetts<sup>35</sup> est venue préciser le profil des *Tea Party*. Elle démontre que la menace perçue par les Blancs sur leur statut social dominant est le moteur de leur engagement massif dans le mouvement *Tea Party*. L'émergence du *Tea Party* en 2009-2010 procéderait en partie du même ressentiment racial connu dans le Sud, étendu cette fois-ci à l'ensemble du territoire, après l'avènement d'un premier président afro-américain et la concurrence accrue avec les minorités pour l'emploi pendant la Grande Récession.

Les militants du *Tea Party* exprimaient ainsi leur colère et leur peur de l'avenir pour des États-Unis qui ne ressemblaient plus au pays qu'ils avaient connu dans leur jeunesse, d'où le rejet marqué des immigrants par exemple. Cette nostalgie pessimiste de l'« âge d'or » des années 1950-1970 apparaît nettement dans une grande enquête du *think tank* Public Religion

---

31. M. Gilens, *Why America Hate Welfare: Race, Media and the Politics of Poverty*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.

32. Parmi les dix derniers États de l'Union pour le revenu médian des ménages en 2014, neuf ont voté républicain aux présidentielles sans discontinuer depuis 1996.

33. T. Skocpol et V. Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

34. Pour Skocpol et Williamson, le *Tea Party* est un mouvement dans lequel les retraités blancs conservateurs sont surreprésentés. Ils n'appartiennent pas tous *stricto sensu* à la *working class* puisqu'ils ont pu avoir accès à une éducation universitaire, mais ils se considèrent comme des travailleurs de toute une vie par opposition aux bénéficiaires de l'assistance publique.

35. R. Willer, M. Feinberg et R. Wetts, « Threats to Racial Status Promote Tea Party Support among White Americans », *SSRN Working Paper*, mai 2016. Ce travail s'appuie sur la théorie de la position du groupe d'Herbert Blumer : un groupe social occupant un statut dominant dans une hiérarchie raciale réagira avec agressivité et esprit de compétition contre la menace perçue d'un autre groupe social pour ce statut.

Research Institute en 2015<sup>36</sup>. À la question sur l'évolution de la culture américaine et du mode de vie depuis 1950, 72 % des sondés sympathisants du *Tea Party* estiment qu'il s'est dégradé. Parmi les différents groupes sociaux, la *white working class* est celle qui exprime aussi le plus (62 % de sondés) de nostalgie pour une culture et un mode de vie « perdus ».

La vague du *Tea Party*, qui a submergé le Parti républicain en 2010 avant de refluer<sup>37</sup>, témoignait aussi d'une très forte insatisfaction des électeurs de la *working class* blanche avec le conservatisme républicain traditionnel de Washington. Le Parti républicain n'a manifestement jamais pris en compte les attentes de cet électorat qui lui était acquis depuis le début des années 1980.

## Des attentes ignorées par le Parti républicain

Après la réforme des droits civiques dans les années 1960, l'élection de Ronald Reagan en 1980 fut la seconde phase du basculement de l'électorat populaire blanc vers les Républicains. Pour la première fois depuis 1952, en effet, un Républicain remportait le vote de la *working class* blanche, en particulier ouvrière. C'est l'exemple fameux du comté de Macomb dans le Michigan, siège historique de Chrysler, qui votait à 63 % pour Kennedy en 1960 et qui a basculé en faveur de Reagan à 66 % en 1980. Cette conversion républicaine de la *working class* blanche est d'abord restée provisoire : Clinton l'a récupérée de justesse en 1992 et 1996 grâce à l'émiettement du vote conservateur provoqué par la candidature indépendante de Ross Perot. Mais au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, le ralliement de la *working class* blanche aux Républicains paraissait acquis<sup>38</sup>. Il s'est opéré par le discours sur les valeurs morales religieuses adoptées par Reagan face à une société devenue trop permissive<sup>39</sup>.

Cependant, le Parti républicain demeura aussi celui des milieux d'affaires et des élites financières. Reagan et les deux présidents Bush ont mené des politiques économiques favorables aux plus riches, accentuant le

---

36. Robert P. Jones, Daniel Cox, Betsy Cooper et Rachel Lienesch, « Anxiety, Nostalgia, and Mistrust », *American Values Survey 2015*, Public Religion Research Institute (PRRI), 17 novembre 2015, disponible sur : [www.prii.org](http://www.prii.org).

37. Selon l'*American Values Survey* du PRRI, les Américains s'identifiant au *Tea Party* étaient passés de 11 à 6 % des sondés ; et parmi les Républicains, de 22 à 14 %.

38. Sur cette évolution historique, se référer à l'étude un peu ancienne mais précise, déjà citée : A. Abramovitz et R. Teixeira, « The Decline of the White Working Class and the Rise of a Mass Upper Class », *op. cit.* Al Gore concéda le vote de la *working class* blanche de 17 points à l'échelle nationale contre Bush en 2000. Obama le perdit de 22 points contre Romney en 2012.

39. Voir R. Perlstein, *The Invisible Bridge, the Fall of Nixon and the Rise of Reagan*, New York, Simon and Schuster, 2014.

ressentiment de l'électorat populaire blanc. Les baisses d'impôts ont profité d'abord au premier quintile de revenus : 73 % des baisses d'impôts de Bush Jr. entre 2001 et 2012 ont profité aux 20 % des revenus les plus élevés<sup>40</sup>. Les administrations républicaines ont aussi promu le libre-échange commercial, permettant aux grandes entreprises de délocaliser les emplois de la *working class* blanche dans les industries traditionnelles. L'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994, négocié par l'administration Bush Sr., a ainsi abouti à la délocalisation de nombreux emplois industriels, en particulier dans les États des Grands Lacs où la *working class* blanche était importante. Le déficit commercial avec le Mexique induit par l'ALENA aurait ainsi causé la perte de 43 600 emplois dans le Michigan entre 1993 et 2010<sup>41</sup>.

Pendant ce temps, les revendications de l'électorat *working class* blanc pour plus de protection étaient largement délaissées par le Parti républicain. Elles nourrissaient dès les années 1990 des candidatures hétérodoxes minoritaires. Dès 1992, Pat Buchanan contestait le président sortant Bush pour son soutien à l'ALENA au nom de la *working class* blanche. Et en 1996, lors de sa victoire dans la primaire du New Hampshire, Buchanan remporta 34 % du vote des non diplômés avec un discours protectionniste, anti-immigration et anti-Wall Street. Le discours nationaliste et identitaire de la « cause blanche » (*whiteness*) fut cependant marginalisé dans le Parti républicain puis exclu avec le départ de Buchanan en 1999.

En 2012, les primaires républicaines aboutissaient à un paradoxe<sup>42</sup>. D'un côté, 91 % de l'électorat de ces primaires était blanc, les non diplômés de la *working class* y représentaient le plus important bloc électoral par éducation (33 % contre 23 % aux diplômés d'université bac +4) et, pour la première fois, une majorité de ces électeurs républicains en primaires (52 %) considéraient l'immigration comme un fardeau et non comme une chance pour les États-Unis. C'est cet électorat qui avait fait triompher le *Tea Party* deux ans auparavant. Et pourtant, c'est Mitt Romney qui fut choisi comme candidat présidentiel par les électeurs républicains, alors qu'il n'appartenait pas au mouvement *Tea Party*. Comment Trump est-il parvenu en 2016 à capter les aspirations de cet électorat négligé ?

40. Selon les données du *think tank* Tax Policy Center rapportées par le *Washington Post* du 2 janvier 2013, disponible sur : [www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com).

41. R. E. Scott, « Heading South. U.S.-Mexico Trade and Job Displacement after NAFTA », *Briefing Paper*, No. 308, Economic Policy Institute, mai 2011, disponible sur : [www.epi.org](http://www.epi.org).

42. « 2012 Republican Primary Voters: More Conservative than General Election Voters », Pew Research Center, 28 janvier 2016.

# Un électorat décisif pour les primaires, mais peut-être insuffisant pour l'élection générale

## Le discours efficace de Trump

Dès 2012, la composition de l'électorat républicain des primaires avait évolué. 41 % de ces électeurs n'avaient jamais donné d'argent pour une campagne électorale et 47 % d'entre eux seulement avaient été contactés par un candidat ou un parti dans les deux années précédentes. Il y avait donc une réserve d'électeurs moins encadrés par le parti, et aussi plus éloignés, sinon plus critiques, du système de financement des campagnes. Ce fut un premier thème de la campagne de Trump, qui a ainsi pu se présenter comme un *outsider* par rapport au système partisan et un opposant au financement par les groupes d'intérêt (*special interests*), ayant pour objectif de rendre aux électeurs leur réel pouvoir de décision.

Une autre étude du Pew Research Center sur les primaires, en mars 2016, révèle le creusement d'un fossé idéologique au sein de l'électorat républicain, entre Blancs diplômés d'université et Blancs non diplômés de la *working class*<sup>43</sup>. Ces derniers considèrent à 62 % que l'immigration est un fardeau pour le pays car elle occupe des emplois, consomme de l'assurance maladie, etc., tandis qu'une courte majorité des Blancs diplômés la juge toujours comme une chance. Dès le lancement de sa campagne, Trump fit de l'immigration le cœur de son discours de rejet, proposant notamment la construction d'un mur sur la frontière entre les États-Unis et le Mexique, et l'expulsion de tous les immigrés illégaux. Mais d'après le Pew Research Center, la divergence entre Blancs non diplômés et diplômés s'installe également à propos de l'appréciation des grandes entreprises et du système économique. Contrairement à la tradition républicaine favorable au Big Business, l'électorat républicain populaire désapprouve désormais une répartition inégale de la richesse nationale au profit des grandes firmes. Trump s'est saisi de cette préoccupation en

---

43. S. Smith et C. Doherty, « A Divide between College, Non-college Republicans », Pew Research Center, 1<sup>er</sup> mars 2016, disponible sur : [www.pewresearch.org](http://www.pewresearch.org).

proposant des baisses d'impôt plus favorables aux classes populaires et en condamnant le manque de régulation du secteur financier de Wall Street.

L'adéquation était donc complète entre le discours de Trump et ce que Ron Brownstein appelait dès janvier 2016 la nouvelle « ligne de fracture » du diplôme chez les Républicains<sup>44</sup>.

## L'électorat blanc non diplômé

L'étude statistique de *NBC News* de juin 2016 précédemment citée<sup>45</sup>, atteste de la corrélation entre les électeurs en difficulté de la *working class* blanche et les victoires de Donald Trump pendant les primaires républicaines. Les comtés à forte population blanche y étaient classés « en détresse » selon quatre critères : le taux d'emploi de la population blanche ; le taux de pauvreté de la population blanche ; l'augmentation du salaire moyen sur la période 2004-2014 ; et la proportion de personnes détenant au moins un diplôme du secondaire. L'étude montre que Trump réalise ses meilleurs scores dans les comtés les plus en détresse du sillon appalachien, appartenant le plus souvent au bassin minier : Buchanan<sup>46</sup> en Virginie, Martin et Clay dans le Kentucky. Les moins bons scores de Trump se retrouvent pour leur part dans les comtés les moins en détresse, tels que la ville d'Alexandria, banlieue résidentielle aisée de Washington D. C. en Virginie. Lors des premières primaires – les plus disputées – entre début janvier et le 15 mars, Trump a remporté 88,2 % des comtés dans lesquels les électeurs étaient le moins susceptibles de détenir un diplôme d'études secondaires, contre 42,5 % des comtés dans lesquels les électeurs étaient le plus susceptibles de détenir un diplôme du secondaire. Au total, selon une étude cumulative des sondages de sortie des urnes lors des primaires républicaines, menée par le sondeur d'*ABCNews* Gary Langer, Trump aurait obtenu le vote de 47 % des Blancs non diplômés d'université contre 35 % seulement du vote des diplômés<sup>47</sup>.

Une autre classification géographique et économique de l'électorat de Trump lors des primaires républicaines confirme son succès auprès des Blancs à statut socio-économique inférieur. Proposée par Dave

---

44. R. Brownstein, « The New Republican Fault Line », *The Atlantic*, 31 janvier 2016, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com).

45. B. Sarlin, « United States of Trump. An Inside Look at the Voter who Took over the Republican Party », *op. cit.*

46. Le comté de Buchanan était en 2011 celui où le nombre d'handicapés recevant une pension d'invalidité était le plus important aux États-Unis avec 20 % de la population adulte totale. Trump y a remporté son plus fort score (69,7 %) entre janvier et mi-avril.

47. Ces sondages de sortie des urnes sont réalisés pour un consortium de grands médias étatsuniens pour la plupart des primaires présidentielles. Voir R. Brownstein, « The Parties Invert », *The Atlantic*, 23 mai 2016, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com).

Wasserman, du site *FiveThirtyEight.com*, elle montre que Trump a obtenu le plus de voix dans les comtés de tradition démocrate et à faible statut socio-économique des Blancs du Nord-Est, comme Utica (NY) ou Lowell (Massachusetts), et dans des comtés républicains à faible statut socio-économique des Blancs en Arizona, Caroline du Sud et Floride. Paradoxalement, Trump a eu de moins bons résultats que Cruz ou Rubio dans des comtés républicains à fort statut économique des électeurs blancs, comme dans le Minnesota ou le Wisconsin<sup>48</sup>. Cette géographie économique des résultats de Trump recoupe presque exactement l'étude du Pew Research Center déjà citée sur les aires métropolitaines et les classes moyennes<sup>49</sup>. Ainsi, parmi les dix aires métropolitaines nationales dans lesquelles les ménages à revenus moyens (c'est-à-dire à statut socio-économique plutôt fort) n'ont pas décroché et restent les plus nombreux en proportion, quatre sont dans le Wisconsin : Wausau, Janesville, Sheboygan et Eau Claire. Or, durant les primaires républicaines, Trump a perdu dans trois de ces comtés alors qu'il est arrivé en tête d'une majorité des comtés du Wisconsin.

Trump n'attire toutefois pas l'intégralité de la *working class* blanche, comme l'a souligné récemment l'économiste de la firme Gallup Jonathan Rothwell<sup>50</sup>. Ayant travaillé sur un échantillon très vaste de 87 000 électeurs, son étude confirme que l'électorat de Trump est composé en général de Blancs non diplômés de la *working class*. Mais Rothwell nuance leur statut socio-économique. Plus âgés, souvent retraités et vivant dans des communautés presque exclusivement blanches, ils disposent de revenus plus importants que le reste des électeurs de la même catégorie sociale et semblent avoir été moins touchés par l'exposition au libre-échange et à la concurrence chinoise. Selon Rothwell, l'« électeur type » de Trump est un Blanc conservateur de la *working class* qui ne souffre pas directement du déclin de sa classe sociale mais peut la constater, par exemple, chez ses enfants incapables de reproduire une mobilité sociale ascendante.

Trump a donc bien rencontré, durant les primaires de 2016, un électorat blanc de la *working class*, qui votait déjà républicain mais ne se

---

48. D. Wasserman, « The Four Corners of the GOP », publié le 26 avril 2016 sur le site *FiveThirtyEight.com*, disponible sur : <http://fivethirtyeight.com>. L'index de statut socio-économique des comtés était déterminé par deux variables : le nombre de Blancs non hispaniques de plus de 25 ans avec un diplôme universitaire et le revenu médian des ménages blancs non hispaniques.

49. « America Shrinking Middle Class: A Close Look at Changes Within Metropolitan Areas », *op. cit.*

50. J. Rothwell, « Explaining Nationalist Political Views: the Case of Donald Trump », *Gallup Working Paper*, 1<sup>er</sup> août 2016, 24 pages, disponible sur : <http://papers.ssrn.com>.

reconnaissait plus dans le programme du parti depuis un quart de siècle, en particulier sur l'immigration, le libre-échange et la défense de l'identité culturelle des États-Unis. Cet électorat est-il néanmoins suffisant pour gagner la présidentielle face à une Hillary Clinton s'appuyant sur la coalition Obama des jeunes et des minorités ?

## La *working class* blanche suffira-t-elle à élire Trump ?

Trump a certes gagné les primaires républicaines grâce à un électorat blanc non diplômé qui y est surreprésenté. Mais cette *working class* blanche est en diminution croissante dans l'ensemble du corps électoral lors des présidentielles américaines. En 1980, la *working class* blanche formait 65 % de l'électorat total (60 % de l'électorat de Carter, 70 % de l'électorat de Reagan). En 2012, elle représentait à peine 36 % de l'électorat total. De surcroît, l'électorat blanc non diplômé s'est féminisé, ce qui y réduit relativement l'avantage des Républicains sur les Démocrates. En 2012, les Blancs non diplômés formaient encore 50 % de l'électorat de Romney contre un quart à peine de celui d'Obama pourtant nettement victorieux<sup>51</sup>. Or, la rhétorique nationaliste et identitaire de Trump l'a coupé des électeurs minoritaires qui sont aujourd'hui en croissance et décisifs pour remporter l'élection générale. Romney n'avait déjà obtenu que 27 % du vote hispanique contre 71 % à Obama. Or, les Hispaniques sont la minorité en plus nette progression numérique dans l'électorat du pays : 4 millions d'électeurs supplémentaires prévus par le Pew Research Center entre 2012 et 2016, dont 3,2 millions seront des jeunes de 18 à 22 ans, un autre électorat hostile à Trump<sup>52</sup>.

À cela s'ajoute un problème de géographie électorale pour Trump. S'il peut compter sur les États dotés d'une *working class* blanche très nombreuse pour voter sans surprise du côté conservateur, il faut noter cependant que certains de ces États comme la Virginie Occidentale (54,3 % de Blancs sans diplôme universitaire parmi les adultes de plus de 25 ans) ou le Kentucky (44 %) ne représentent plus qu'un tout petit nombre de grands électeurs<sup>53</sup>.

51. Données des sondages sorties des urnes compilées par le Roper Center de l'université Cornell., disponible sur : <http://ropercenter.cornell.edu>.

52. « Millennials Make Up Almost Half of Latino Eligible Voters », Pew Research Center, janvier 2016, disponible sur : [www.pewhispanic.org](http://www.pewhispanic.org).

53. Calculs de l'auteur à partir de la base de données *American Community Survey* de l'US Census pour l'année 2014.



La seule hypothèse qui permettrait à Trump de gagner en novembre 2016 est la suivante : une participation électorale faible des minorités et une participation très forte de son socle électorat des Blancs non diplômés d'université. En 2012, d'après les calculs du professeur Barry Burden, la participation des non diplômés d'université était de 52 % contre 73 % pour ceux diplômés<sup>54</sup>. Et selon l'analyste politique Sean Trende<sup>55</sup>, le vote des Blancs a décliné entre 1992 et 2012 (de 70 à 64 % de participation), ce qu'il relie au recul de la coalition électorale rassemblée en 1992 par l'indépendant Perot. D'après cette hypothèse des « *missing white voters* » popularisée par Trende, il aurait ainsi manqué à Romney 6,1 millions de voix des électeurs blancs en 2012 par rapport aux résultats de 2008 et à la croissance démographique. Or, Perot avait exactement le même discours protectionniste et nationaliste que Trump, ainsi qu'un électorat blanc majoritairement peu diplômé (même si sa dimension rurale était plus prononcée). Il y a donc une importante réserve de voix chez les électeurs blancs non diplômés que Trump peut espérer mobiliser pour l'emporter. Cependant, elles se trouvent essentiellement dans des États des Grandes Plaines (Dakota du Nord et du Sud, Montana) et des Appalaches (Virginie Occidentale) qui lui sont déjà acquis et ne sont pas décisifs pour l'élection.

Trump peut aussi envisager de faire basculer les électeurs de la *working class* blanche qui votent encore démocrate, en particulier dans les États décisifs de la *Rust Belt* désindustrialisée, tels que l'Ohio ou la Pennsylvanie qui ont choisi Obama en 2008 et 2012<sup>56</sup>. Pour une fraction importante de cet électorat démocrate blanc et populaire, les préoccupations sur l'immigration et le libre-échange sont identiques à celles de la *working class* conservatrice et républicaine<sup>57</sup>. Mais leur nombre paraît trop réduit désormais pour imaginer un réaligement de ces États vers Trump. D'après une étude dirigée par Ruy Teixeira pour le *think*

---

54. B. Burden, « To win, Trump Need to Get Non-college Grads to the Polls. Here's Why That's Will Be Hard », *Washington Post*, 13 juin 2016, disponible sur : [www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com).

55. S. Trende, « The Case of the Missing White Voters Revisited », *RealClearPolitics.com*, 21 juin 2013, disponible sur : [www.realclearpolitics.com](http://www.realclearpolitics.com). Pour une discussion et une actualisation de cette théorie, voir D. Wasserman, « Missing White Voters May Help Trump But Less so Where He Needs It », *FiveThirtyEight.com*, disponible sur : <http://fivethirtyeight.com>.

56. Dans ces États du Nord-Est industriel, la *working class* blanche continue de voter beaucoup plus en faveur des Démocrates que dans le reste du pays. Obama n'obtint en 2012 que 36 % du vote de la *working class* blanche dans l'ensemble du pays mais 51 % dans le Nord-Est d'après un sondage sortie des urnes de la firme Greenberg, Quinlan et Rosner. Voir Greenberg Quinlan Rosner Research, *The Real Mandate*, 8 novembre 2012.

57. En 2014, 40 % des électeurs démocrates blancs sans diplôme d'université estiment que le libre-échange fait plus de mal que de bien et que les États-Unis devraient être plus durs avec la Chine dans le commerce international. Voir « Political Polarization in the American Public », Pew Research Center, 12 juin 2014, disponible sur : [www.people-press.org](http://www.people-press.org).



*tank* Center for American Progress en 2015<sup>58</sup>, la part de la *working class* blanche dans l'Ohio et en Pennsylvanie doit baisser respectivement de 2 et 3 points entre 2012 et 2016.

---

58. R. Teixeira, J. Halpin et R. Griffin, *The Path to 270 in 2016. Can the Obama Coalition survive?*, Center for American Progress, 2015.

# Conclusion

Trump ne semble pas avoir rassemblé une nouvelle coalition républicaine. Il a remobilisé pour les primaires des électeurs déjà républicains et conservateurs mais dont les attentes étaient différentes de celles des Républicains évangéliques du Nouveau Sud ou diplômés d'université des banlieues résidentielles riches, précédemment privilégiés par les élites du parti. La remobilisation par Trump d'un électorat blanc non diplômé, qui se perçoit comme victime de la mondialisation puis de la Grande Récession prolonge largement l'insurrection du *Tea Party*. Cette dernière avait cependant été instrumentalisée par les grands donateurs du Parti républicain contre Obama<sup>59</sup>.

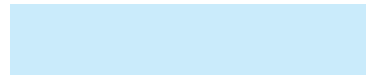
Le « national-populisme » assumé de Trump reste pourtant fragile dans un pays toujours plus multiculturel. Le résultat du candidat républicain de 2016 va dépendre de la mobilisation différentielle de ces Blancs non diplômés par rapport aux électeurs des minorités et de sa capacité à ne pas s'aliéner d'autres électorats républicains traditionnels comme les Blancs riches et diplômés.

---

59. Voir sur ce point J. Mayer, *Dark Money. The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right*, New York, Doubleday 2016.

# La collection *Potomac Papers*

- Maya Kandel, « Obama face au terrorisme : chronique d'un échec ? », n° 28, septembre 2016.
- Anne Deysine, « Les nominations à la Cour suprême, enjeu des élections de 2016 », n° 27, juin 2016.
- Éric Rouby et Adrien Schu, « Präsidentielles 2016 : le Parti républicain et la politique étrangère », n° 26, avril 2016.
- Renaud Beauchard, « Entre citoyenneté et classe moyenne : les défis du futur président », n° 25, février 2016.
- Marie-Cécile Naves, « Le programme économique des Républicains, quelles idées pour 2016 ? », n° 24, janvier 2016.
- Laurence Nardon, « Comment votent les Américaines ? », n° 23, septembre 2015.
- Jeffrey Mankoff, « U.S.-Russia Relations: the Path Ahead After the Crisis », n° 22, décembre 2014.
- Éric Gatefin, « *Homeland*, une série de l'ère Obama », n° 21, septembre 2014.
- Olivier Sichel, « L'échiquier numérique américain. Quelle place pour l'Europe ? », n° 20, septembre 2014.
- Laurence Nardon, « Réduire la taille des portions, les guerres alimentaires aux États-Unis », n° 19, juillet 2014.
- Guy Hervier, « Ohio : la renaissance ? », n° 18, octobre 2013.
- Aurélie Godet, « La crise idéologique du Parti républicain », n° 17, juin 2013.
- Gabrielle Durana, « États-Unis : le rôle de l'État dans le soutien à l'innovation », n° 16, avril 2013.
- Herman Schwartz, « Don't Bank on Change: Finance and Regulatory Reform in the U.S. », n° 15, septembre 2012.
- Anne-Lorraine Bujon, « L'irrésistible ascension des mormons américains », n° 14, juin 2012.
- Anne Deysine, « Argent et élections aux États-Unis : la campagne de 2012 », n° 13, juin 2012.
- Nicol C. Rae, « The Democratic Party under Obama and Beyond », n° 12, mars 2012.
- Gilbert N. Kahn, « Jewish Activism in the United States: Is J Street a Passing Phenomenon? », n° 11, février 2012.
- Laurence Nardon, « Le conservatisme texan », n° 10, janvier 2012.
- Navtej S. Dhaliwal, « U.S. Demographics: the Hispanic Boom », n° 9, septembre 2011.
- Yves-Marie Péréon, « L'anti-environnementalisme, nouveau thème des conservateurs américains », n° 8, septembre 2011.
- Gabrielle Durana, « La Californie en 2011, entre dynamisme et entraves », n° 7, juin 2011.
- Larry J. Sabato, « Where Now for Obama? », n° 6, janvier 2011.
- Sylvie Laurent, « Où va l'école américaine ? », n° 5, octobre 2010.
- Page Somerville Robinson, « I'm not a Feminist, but... : a Comparative Analysis of the Women's Movement in the US and France », n° 4, septembre 2010.



**ifri**

institut français  
des relations  
internationales